

## Procès-verbal de l'appel vidéo des SBUSP du 4 mai 2021

Participant·es: 54

### Présentatrices:

Dr. Jamie Livingston – SCS en Alberta

### Ouverture:

- Mot de bienvenue et reconnaissance du territoire autochtone par Clement Fong
- Interprétation simultanée par Sophie Wertheimer
- Clement Fong propose à tous et à toutes de se présenter dans le clavardage

### Contexte de la rencontre d'aujourd'hui:

- Nous avons été témoins en Alberta de l'intention de nuire à la réduction des méfaits lors de la mise sur pied en 2019 du comité d'examen de la consommation supervisée (*Supervised Consumption Review Panel*). Ce comité était composé de personnes qui n'avaient jamais travaillé en réduction des méfaits et qui avaient pour directive d'ignorer les bienfaits de cette approche dans leur rapport.
- L'angle de l'examen se limitait aux « impacts sociaux et économiques » d'un SCS sur la collectivité. Le comité a visité différentes localités en Alberta qui avaient un SCS sur leur territoire ou qui tentaient d'en instaurer un. Ils ont organisé des assemblées publiques avec différents intervenants; nos présentateurs ont souligné le caractère polarisé de ces événements.
- Le rapport a entraîné la fermeture de l'un des services de réduction des méfaits les plus achalandés en Amérique du Nord et du SCS de Boyle Street – tout cela sous le couvert d'un examen socio-économique des SCS de l'Alberta, dont la méthodologie était déficiente.

### Présentation de la critique sur la situation des SCS en Alberta par le Dr. Jamie Livingston:

- [La critique publiée par le Dr Livingston](#) (en anglais seulement) consiste en grande partie en une analyse objective du contenu du rapport.
- La *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* porte préjudice aux personnes qui utilisent des drogues. Les SCS servent à atténuer ces préjudices. Selon l'article 56 (1), ces services de santé sont tenus par la loi de justifier leur incidence sur le taux de criminalité lorsqu'ils demandent une exemption.
- Le comité d'examen des SCS s'est servi de données des services de police, a créé un sondage en ligne demandant aux gens de partager leur perception des sites et a recueilli des récits anecdotiques dont la provenance n'a pas été divulguée. Ces données ont été collectées et analysées dans une absence totale de rigueur.
- Le rapport ne contient que des récits axés sur la criminalité et les interventions policières, ce qui a conduit à une très mauvaise évaluation d'un service essentiel. Les recherches bâclées sont une véritable menace pour la santé et le bien-être des gens, car elles peuvent faire obstacle à la mise en place de politiques et programmes fondés sur des données probantes. Elles sont faciles à démonter dans la sphère universitaire (par des évaluations par les pairs et des articles critiques, par exemple), mais lorsqu'elles pénètrent dans l'arène politique, il y a peu de mécanismes pour stopper leur propagation. Il importe de souligner qu'aucun membre du comité d'examen n'a accepté de mettre son nom sur ce rapport.
- L'importante information concernant la baisse de la criminalisation observée chez les personnes qui utilisent les sites n'est pas incluse dans les données. On note également l'absence de témoignages de personnes qui

rapportent que la criminalité dans les collectivités n'a pas changé ou a diminué. Ces points de vue ont été écartés pour servir le propos.

- Le gouvernement de l'Alberta tente de gouverner en se servant de la criminalisation, ce qui ne fait qu'accroître la peur, la désinformation et la stigmatisation.
- Les SCS n'ont pas le pouvoir de faire apparaître la criminalité comme par magie. Il n'existe aucune preuve crédible indiquant que les SCS augmentent le taux de criminalité, mais il a déjà été démontré qu'ils améliorent la sécurité et sauvent la vie des personnes qui utilisent des substances.

### Discussion:

- Q : Comment ont-ils fait pour évaluer la diminution de la valeur foncière?
  - R : Ils ont utilisé l'exemple du quartier Beltline. Ils n'ont pas donné d'échelle de temps et se sont basés sur des mesures sans rapport (p. ex. le nombre de restaurants qui ont ouvert).
- Commentaire : Plusieurs citoyens et citoyennes étaient présents à l'assemblée publique. Même si on ressentait une certaine attitude « pas dans ma cour », on relevait également des préoccupations concernant les incidences sur les entreprises locales. Après avoir communiqué avec un membre de l'Association commerciale chinoise, l'organisme Aware Drug User Group a convenu de faire des rondes de nettoyage du quartier lors de l'intervention de rue. Ils ont échangé des cartes professionnelles et l'organisme Aware a proposé de ramasser bénévolement les seringues souillées, etc. De beaux liens se sont tissés entre des membres de la collectivité; l'attitude « pas dans ma cour » ne provenait pas de la communauté, mais plutôt du comité. L'assemblée a été décrite comme une réelle confrontation, mais il s'y est plutôt produit de beaux échanges des deux côtés : de nombreuses entreprises et membres de la collectivité ont proposé leur aide dans le centre-ville. Quant aux tendances dans la communauté, je crois qu'on s'apprête à observer un grand bouleversement. Nous n'avons pour l'instant que les données provinciales des deux premiers mois de l'année, mais il est probable que les chiffres nous montrent beaucoup de morts par surdose en mars. Notre travail, c'est maintenant de garder tout le monde en vie.
- Commentaire : Ce comité aurait pu être l'occasion d'aborder les questions de l'itinérance, de la pauvreté et d'autres enjeux sociaux à Edmonton.
- Q : Qu'est-ce qu'on peut faire maintenant, pour faire disparaître ce rapport destructeur et pour s'assurer qu'il ne fasse pas plus de dommages aux services de réduction des méfaits?
  - R : Il y a eu quelques tentatives de présenter l'affaire comme une mauvaise utilisation des fonds publics, mais l'argument n'a pas eu beaucoup de succès. Il est très difficile de se débarrasser de quelque chose qui demeure dans la sphère politique. Une autre piste consisterait à débattre certains des conflits d'intérêts financiers des auteurs qui n'ont pas encore été dévoilés.
- Q : Comment fait-on pour s'assurer que les contestations de ce rapport soient diffusées?
  - R : Sur Twitter! Lorsque Jamie a publié sa critique (@dr\_jdlivingston), il l'a accompagnée d'une discussion en langage clair et de GIF. Elle a bien circulé. Il est possible de se servir des médias sociaux pour faire de la vulgarisation.
- Q : Peut-on créer un résumé facile à comprendre de la critique de Jamie?
  - R : Oui!
- Q : L'Alberta a également d'autres priorités, l'une d'entre-elles étant le secteur privé. Comment pouvons-nous combler l'énorme fossé qui sépare le secteur privé du domaine de la réduction des méfaits?
  - R : Tout est une question de bien faire passer le message. Les résumés faciles à comprendre sont très utiles pour s'adresser à des personnes qui ne connaissent pas bien ces enjeux, mais qui sont seulement au courant de ce qui touche leur entreprise. Une entreprise du centre-ville appuie la réduction des méfaits, mais n'aime pas que son logo soit associé au SCS. Comment faire pour l'aider? Nous avons informé cette personne que nous faisons pression sur le conseil municipal pour

augmenter le nombre de SCS. Une suggestion a été faite aux représentants du secteur privé par l'entremise de <https://www.eachandevery.org/>. **Suivez @\_eachandevery sur Twitter.**

- Commentaire : Veuillez communiquer avec Shay Vanderschaeghe si vous souhaitez mener l'offensive pour dénoncer la situation.

### Autres commentaires tirés du clavardage:

- Je sais qu'il y a encore d'autres fermetures de sites, le plus récent étant celui de Boyle Street à Edmonton. Y a-t-il quelque chose qui est fait pour remplacer ces sites qui ferment?
- Y a-t-il un mécanisme d'imputabilité autre que les élections pour ce genre de désinformation financée par l'État? Existe-t-il un processus d'examen accessible, en dehors de la sphère universitaire, qui peut être utilisé par le public? Plus directement, y a-t-il des endroits où les examens financés par l'État sont soumis à des normes universitaires avant d'être rendus publics?
- Le rapport fait mention qu'à Edmonton, les voisins avaient peur des représailles de la part de l'équipe de Streetworks, faisant allusion à des menaces physiques. Ça n'a aucun sens! Je soupçonne qu'il s'agit d'un sentiment ancré dans les préjugés et le racisme, puisque la moitié de mon équipe est composée de personnes avec une expérience vécue ou de personnes autochtones.
- <https://www.drugpolicy.ca/open-letter-calling-on-the-alberta-government-to-retract-supervised-consumption-site-study/>
- Je me promenais avec une connaissance et nous sommes passés devant un campement. Il m'a semblé être inconfortable et effrayé. Je lui ai demandé ce qui contribuait le plus à sa peur. Il a répondu qu'il ne savait pas quel genre de personnes ils étaient. Je lui ai suggéré de les saluer comme il le ferait pour des étrangers qu'il croise dans la rue. Lorsque je lui ai fait remarquer que les personnes qui consomment des substances sont aussi les amis de quelqu'un, les parents bien-aimés de quelqu'un, cela a changé sa perspective sur les personnes qui consomment des substances.
- Serait-il pertinent de discuter de la rédaction d'un document (article de journal, envoi de courriel, article de presse) qui dénonce réellement les fausses déclarations, les recherches boiteuses et les mensonges de ce rapport?
- L'une des solutions pourrait être de faire en sorte qu'il y ait une critique du rapport en langage clair, concis et accessible à tous, et de la publier à autant d'endroits que possible de façon à ce que si quelqu'un cherche le rapport, il ou elle tombera également sur la critique.
- On pouvait observer les dynamiques de collaboration au sein du comité; il y avait les voix dominantes et les voix « suiveuses » qui restaient silencieuses. J'ai intercepté la mère qui siège au comité alors que les autres membres quittaient la scène et je lui ai dit qui j'étais, lui ai offert mes condoléances et lui ai remis ma carte avec mes coordonnées en tant que leader nationale de Moms Stop The Harm. Je l'ai encouragée à se joindre à nous pour y trouver un environnement de compréhension et de soutien. Elle s'est mise à pleurer, mais le président du comité l'a empressée de quitter.
- <https://www.msn.com/en-ca/news/canada/clear-abuses-of-public-funds-ndp-slams-uan-after-scs-review-panels-expenses-revealed/ar-BB18yNFL>
- Question : Où peut-on trouver le nom/les coordonnées des membres du comité d'examen (puisqu'ils ne sont pas sur le rapport)?
- <https://www.alberta.ca/supervised-consumption-services-review.aspx>
- Certains des commentaires mentionnés par Jamie sont cités dans cet article : <https://calgaryherald.com/news/local-news/doctors-dispute-claims-of-albertas-supervised-consumption-panel-member>
- Kiyeon, Winnipeg : [kkim@ninecircles.ca](mailto:kkim@ninecircles.ca)
- Edna : nous offrons notre soutien [www.equitablenow.ca](http://www.equitablenow.ca)
- Courriel d'Edna : [executivedirector@equitablenow.ca](mailto:executivedirector@equitablenow.ca)

- 
- Les avantages des stimulants Stimulus Connect 12, 13 mai 2021 : <https://stimulusconference.ca/stimulus-connect/-fr/>
  - Dawn – CHPI @ CLDN : [ddesouza@cldn.ca](mailto:ddesouza@cldn.ca)
  - Shanell Twan : [shanell@capud.ca](mailto:shanell@capud.ca)
  - Euan Thomson (he/him) : [euan@raftbrewlabs.ca](mailto:euan@raftbrewlabs.ca)

### Clôture:

- Prochains appels : À la fin du mois de mai, nous aurons un appel avec Harm Reduction Works, puis en juin, ce sera le tour de l'organisme Étudiant.es canadien.nes pour les politiques éclairées sur les substances psychoactives (CSSDP), qui nous présentera le document de référence Éducation sensée au sujet du cannabis. Nous vous annoncerons bientôt la date et l'heure!
- Moment de silence. <https://globalnews.ca/news/7828353/alberta-opioid-crisis-memorial/>